

Social Avocats, syndicats, élus contre la justice « rentable »

RAPPEL

→ Hier, les manifestants ont défilé dans Rodez contre la réforme de la carte judiciaire

Autant la première manifestation des avocats aveyronnais du 19 septembre était empreinte de légèreté (malgré la menace de voir vingt services et juridictions rayés de la carte), autant le défilé d'hier était à l'image du temps : gris foncé. Accompagnés des syndicats, d'associations et d'élus du département, les auxiliaires des barreaux de Millau et Rodez ont, une nouvelle fois, battu le pavé pour dire leur refus de la réforme de la carte judiciaire.

Rassemblé sur le parvis du tribunal ruthénois, le cortège, de quelque 250 personnes, a quitté le TGI vers 17 h 30 pour gagner, via la place d'Armes, les halls provisoires dressés sur le foirail. Là, Gérard Descrozaille, le président de l'association des maires, a été le premier à s'exprimer. Et à affirmer tout haut « notre volonté inébranlable de maintenir dans le département un maillage de services publics indispensables à la vie de nos communes. Et la justice est un service unique, car il est l'expression même de la démocratie ». D'où cet appel « angoissé, pressant à Madame la ministre ». Avant de fustiger ces « théoriciens complètement déconnectés de la réalité » qui ont "pondu" ladite réforme. Puis de renvoyer ses partisans dans le box des accu-



En un bloc compact en chansons et sous la pluie, les manifestants ont gagné le foirail. Photos Daniel BRUEL

sés : « A-t-on mesuré le coût de la suppression de ces juridictions ? Il y a des économies qui coûtent cher ». Et le premier magistrat de Bozouls de clore son propos en rappelant ce qui semble être une évidence : « Il ne faut pas oublier que la justice n'a pas à être rentable. C'est incompatible avec ce service qui a un caractère sacré ! ». Fermez le ban...

Prenant la suite, le bâtonnier ruthénois Berger n'a guère été plus tendre avec les chefs de cours. Dont celui de la Cour d'appel de Montpellier, Catherine Husson-Trochain. Car pour l'avocat, contrairement aux élus du

cru, ceux-ci « n'ont ni votre légitimité, ni votre connaissance sur le terrain ». Et François-Xavier Berger d'imaginer un instant faire traverser le dé-

Une réforme voulu par des « théoriciens complètement déconnectés de la réalité »

partement à la première présidente : « Dans sa voiture, au bout de trente minutes, elle aurait une illumination et un aperçu de ce qu'elle veut impo-

ser au justiciable aveyronnais ». Hilarité et applaudissements nourris.

Pierre Pantanella (Collectif de défense des services publics) n'a, ensuite, pas manqué de rappeler, « que la carte judiciaire date de 1958. Comme la Ve République. Pourtant, on ne parle pas de la réformer ! » Avec, en sus, une énième pensée pour « ces technocrates à la vision dogmatique ». Alors pour lui aussi, la cause est entendue : « Les Aveyronnais ? L'aménagement de leur territoire ne se fera pas sans eux ! ». Là au moins, c'est clair... ●

J.-F. C.



Les "petits chanteurs en robe noire" en répétition devant le TGI.



Le collectif de défense des services publics était en soutien.